

Irlande

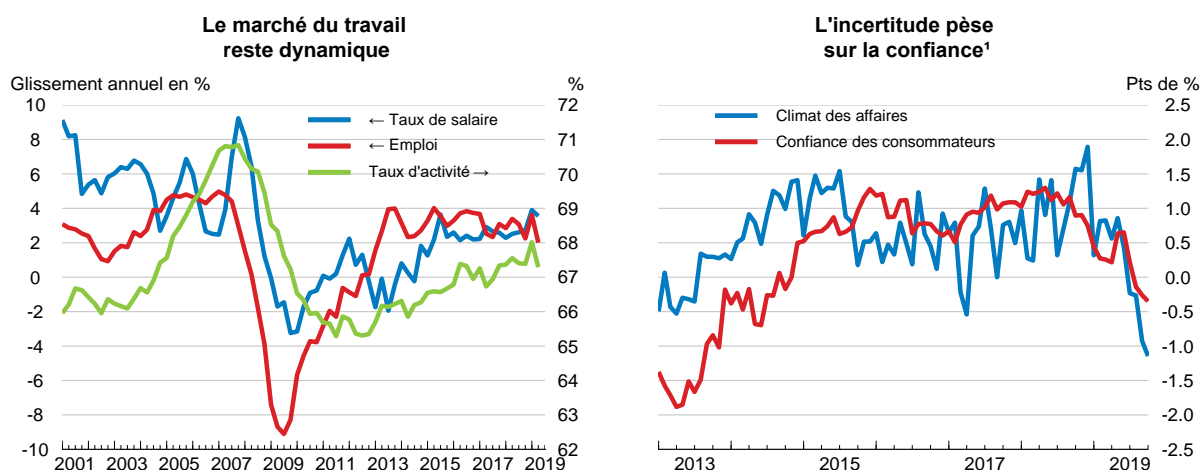
Dans l'hypothèse où le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») se ferait en douceur, la croissance du PIB devrait rester vigoureuse en Irlande, tout en se modérant. La demande intérieure sous-jacente (hors activités fluctuantes des entreprises multinationales) résistera, grâce au dynamisme de l'investissement dans la construction et malgré l'effet négatif induit sur la confiance des entreprises par le ralentissement de la croissance des partenaires commerciaux et par la forte incertitude extérieure. Le marché du travail se resserrera et les tensions salariales connexes tireront l'inflation vers le haut.

Une politique budgétaire restrictive s'impose pour éviter une surchauffe et reconstituer des marges de manœuvre face aux risques, notamment ceux liés aux négociations du Brexit. Le gouvernement prévoit d'adopter un train important de mesures budgétaires en cas de choc lié au Brexit, tout en laissant jouer pleinement les stabilisateurs automatiques.

La croissance sous-jacente a ralenti, mais reste vigoureuse

La demande intérieure totale corrigée des activités fluctuantes des entreprises multinationales continuait à augmenter à un rythme soutenu de 3 % environ à la mi-2019, après avoir été très rapide les années précédentes. La confiance des entreprises s'est dégradée depuis le début de 2019 en raison des risques accrus de Brexit « désordonné ». L'investissement en équipements a marqué le pas ces derniers mois, mais l'activité est restée dynamique dans le secteur de la construction et la production industrielle a résisté. Le taux de chômage est tombé à un point bas historique et la progression des salaires s'est encore accélérée récemment. Pourtant, l'inflation reste modérée, freinée par la baisse du coût des importations. La consommation est vigoureuse, soutenue par la vive progression de l'emploi et des revenus, ainsi que par l'augmentation des patrimoines nets, et ce malgré l'affaiblissement de la confiance des consommateurs ces derniers mois.

Irlande



1. Les données sont normalisées à partir de leur moyenne et de leur écart-type sur longue période.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106 ; et Commission européenne, Indicateur du climat économique.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934045563>

Irlande : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Irlande	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2017)				
PIB aux prix du marché	271.4	8.1	8.3	5.6	3.3	3.0
Consommation privée	91.8	3.3	3.4	2.6	2.4	2.3
Consommation publique	33.5	3.5	4.4	4.0	4.3	4.1
Formation brute de capital fixe	96.6	-7.1	-20.6	39.2	-26.9	4.5
Demande intérieure finale	221.8	-1.2	-5.2	17.5	-8.5	3.3
Variation des stocks ¹	6.6	1.3	-2.4	2.1	0.3	0.0
Demande intérieure totale	228.5	11.4	-6.4	22.2	-7.9	3.2
Exportations de biens et services ²	328.0	9.1	10.4	10.0	4.8	4.4
Importations de biens et services	285.1	0.9	-2.9	20.6	-4.7	5.1
Exportations nettes ¹	42.9	10.0	15.5	-6.1	10.8	0.9
<i>Pour mémoire</i>						
VAB ³ , à l'exclusion des secteurs dominés par des entreprises multinationales étrangères	—	8.1	8.3	3.9	3.8	3.3
Déflateur du PIB	—	1.1	0.8	0.9	2.0	2.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.3	0.7	0.9	1.7	2.2
IPCH sous-jacent ⁴	—	0.2	0.3	0.9	1.7	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.7	5.7	5.3	4.8	4.6
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	6.0	5.8	5.8	5.6	5.2
Solde financier des administrations publiques ⁵ (% du PIB)	—	-0.3	0.1	0.3	0.5	0.7
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	77.4	76.0	71.4	66.6	65.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	67.8	63.6	59.0	54.2	53.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.5	10.6	1.4	9.6	9.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Le contrat des entreprises multinationales nommé "contrat manufacturier" (exportations de biens produits à l'étranger sous convention d'une entité basée en Irlande) est supposé constant, à son niveau de 2019, en 2020 et 2021.

3. Valeur ajoutée brute. Les données pour 2017-2021 sont des estimations de l'OCDE.

4. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

5. Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

Source Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046532>

Il est essentiel de renforcer la résilience

L'amélioration récente de la situation des finances publiques résulte dans une large mesure de la conjoncture favorable, mais la dette publique, mesurée en pourcentage de l'activité économique sous-jacente, demeure élevée, ce qui implique que la prudence budgétaire reste de mise. Le gouvernement a accru l'investissement public dans le cadre du projet Irlande 2040, ce qui a soutenu l'activité dans le secteur de la construction pendant l'année écoulée. Ce projet devrait être mis en œuvre sous réserve du respect de l'objectif de poursuite de la réduction de la dette publique, sachant qu'il faudrait uniquement réaliser les investissements ayant le rendement social le plus élevé, tout en évitant d'alimenter le risque de surchauffe. Parallèlement, le gouvernement devrait limiter les dépassements de dépenses, qui ont été significatifs dans certains secteurs, notamment celui de la santé.

Le marché du travail s'est resserré, mais le taux d'activité est encore bas par rapport aux niveaux observés par le passé, en dépit des réformes des prélèvements et des prestations engagées par les pouvoirs publics en vue de le relever. Les autorités devraient améliorer les programmes de développement des compétences et de recyclage pour aider les inactifs à reprendre un travail. Il faut notamment mettre l'accent sur l'acquisition des compétences numériques, compte tenu des pénuries observées à cet égard dans certains secteurs.

Les perspectives de croissance dépendent de l'issue des négociations sur le Brexit

La production progressera à un rythme plus modéré au cours des deux prochaines années, du fait des contraintes de capacité grandissantes et de la dégradation des conditions extérieures, notamment du ralentissement en Europe. La baisse du taux de chômage à de très bas niveaux historiques se poursuivra, bien que plus lentement, et les tensions salariales s'intensifieront. Les entreprises répercutant en partie sur les prix la hausse des salaires, leur compétitivité et leur rentabilité diminueront, compte tenu de la faiblesse des gains de productivité.

L'incertitude liée aux négociations du Brexit demeure forte, notamment concernant le contenu d'un éventuel accord commercial, tandis que le risque d'un Brexit « désordonné » n'a pas encore été totalement écarté. De même, de nouvelles mesures de protectionnisme commercial adoptées ailleurs pourraient avoir un effet important et soudain sur l'économie irlandaise, en raison de son ouverture aux échanges internationaux. Ces chocs pourraient aussi dégrader les conditions financières à l'échelle mondiale et faire baisser les prix immobiliers intérieurs, sachant que certaines catégories d'actifs intérieurs, comme l'immobilier commercial et les créances douteuses ou litigieuses, dépendent particulièrement des investisseurs étrangers. En revanche, si les incertitudes liées au Brexit devaient se dissiper plus vite qu'on ne l'anticipe, cela aurait un effet très favorable sur la confiance, si bien que l'activité économique serait plus forte qu'on ne le prévoit actuellement.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Irlande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/6aafc5cf-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.